

**Consultation sur la transition énergétique pour le débat en AP du 30/06/2017 –
Questionnaire en ligne sur la plateforme participative du 6 juin au 16 juin 2017 –
Synthèse détaillée des réponses à partir des 634 questionnaires**

1. classez par ordre de priorité ces 5 enjeux de la transition énergétique (1 pour le plus important – 5 pour le moins important)

- rénovation du bâtiment ;
- mobilités ;
- valorisation des déchets ;
- énergies renouvelables ;
- alimentation locale.

Classement	Rénovation du bâtiment	Mobilité	Valorisation des déchets	Energies renouvelables	Alimentation locale
1	237	100	84	218	141
2	124	101	99	153	143
3	113	120	135	99	130
4	80	133	166	80	103
5	80	180	150	84	117

Les répondants classaient chaque enjeu de 1 (très important) à 5 (peu important).

Les résultats du tableau ci-dessus doivent donc être interprétés sur la base suivante. Par exemple, la rénovation énergétique apparaît comme l'enjeu le plus important pour 37,38 % (237 personnes) des 634 répondants, là où la valorisation des déchets est jugée comme l'enjeu le plus important par 13,24 % (84 personnes) des 634 répondants.

Sur cette base, se dégage une tendance par enjeu et une forme de priorisation.

Pour chacun des 5 enjeux identifiés, la priorité la plus importante établit par les répondants s'articule comme suit par ordre d'importance :

- rénovation énergétique, enjeu le plus important pour 37,38 % des répondants ;
- EnR, enjeu le plus important pour 34,38 % des répondants ;
- alimentation locale, enjeu le plus important pour 22,23 % des répondants ;
- mobilités, enjeu le plus important pour 15,77 % des répondants ;
- valorisation des déchets, enjeu le plus important pour 13,24 % des répondants.

2. Rénovation énergétique de l'habitat

a. Quels sont vos besoins en matière de rénovation énergétique de votre habitat ?

L'isolation thermique et phonique est une réponse qui revient majoritairement sur le recensement des besoins : fenêtre double ou triple vitrage, volets isolants, toiture, combles, plafonds, sol, changement des huisseries, façade et extérieure, etc.

Le besoin de modernisation du mode de chauffage avec des systèmes moins consommateurs est souvent remonté. Les radiateurs ou chaudières trop anciens doivent être remplacés. La domotique revient aussi souvent dans les réponses.

Les répondants font régulièrement référence aux matériaux soucieux de l'environnement dans leur besoin de rénovation : laine de bois, équipement photovoltaïque, éolienne domestique, récupérateur d'eau, etc. L'objectif serait de se diriger vers une meilleure autonomie en énergie.

La question de l'aide et du conseil en financement est un sujet majeur. Un accompagnement personnalisé, et simplifié, dans un projet de rénovation énergétique serait apprécié :

- avoir des conseils techniques par le biais d'un diagnostic énergétique
- bénéficier d'une campagne nationale pour informer et inciter les citoyens à investir dans la rénovation énergétique tout en mettant en place un accompagnement de proximité visible et accessible pour tous
- informer sur les possibilités de rénovation ainsi que les coûts induits versus bénéfices financiers
- aides sur le choix de l'entreprise qui réalisera les travaux
- aides financières et régulation des tarifs par l'état pour éviter les abus par les entreprises qui réalisent les travaux.

Les locataires se sentent généralement moins concernés par le besoin, car ils ne sont pas décisionnaires sur les travaux à engager, il s'en dégage néanmoins quelques recommandations :

- inciter les propriétaires bailleurs à investir dans des équipements moins énergivores, certes plus onéreux à l'achat. Le locataire étant en charge du paiement des consommations.
- Inciter les syndicats de copropriété à individualiser les dépenses en remplacement des chauffages collectifs par exemple.

Les besoins concernent principalement les logements anciens. Les répondants résidants dans un logement récent sont satisfaits de leur consommation énergétique.

Le programme régional Effilogis a permis à plusieurs répondants de réaliser des travaux de

Citations clés :

« Mes besoins individuels sont les mêmes que les besoins collectifs, c'est-à-dire améliorer l'habitat existant avec le solaire, le vent "local", l'eau, la géothermie, les matériaux écologiques, l'intelligence, la coopération locale. »

« Améliorer encore l'isolation, si possible avec des matériaux bio-sourcés locaux »

« Un bilan énergétique de mon habitation serait nécessaire, en premier lieu. »

« Une meilleure compétence des syndicats de copropriétés, pour la plupart totalement déconnectés de ces sujets »

« Que les propriétaires n'est plus le droit de louer des appartements dont le niveau d'isolation n'est pas satisfaisant. Le chauffage est payé par les locataires, les travaux d'isolation sont à faire par les propriétaires, donc ça ne peut pas marcher ! »

« Avoir une liste de professionnels réellement formés à la rénovation énergétique performante (étanchéité à l'air, éco matériaux) »

« Des artisans impliqués dans les enjeux de la transitions énergétiques »

« Simplifier toutes les aides qui sont devenues illisibles »

« Notre maison est BBC rénovation depuis quelques années grâce à Effilogis. »

« Au travail, j'aimerais pouvoir réutiliser la chaleur fatale du centre informatique, mais les professionnels du bâtiment sont incompetents.

A mon domicile, j'aimerais construire un avant-toit pour protéger du soleil. »

- b. Comment contribuez-vous à atteindre cet objectif ? OU vous, concrètement qu'êtes-vous prêt à faire pour y contribuer ?

Pour la plupart des répondants, les travaux pourraient être réalisés si une aide financière était proposée. Le problème du financement est récurrent.

Beaucoup signalent avoir commencé à agir en isolant les combles, d'autres en changeant les huisseries. Une liste de solutions multiples est proposée.

- réserve d'eau de pluie
- panneaux voltaïques
- éoliennes,
- ampoules LED
- double vitrage
- tri des déchets
- compostages
- poêle à bois
- changement de chaudière

La question du chauffage et de l'isolation sont majoritairement présentées comme solution pour atteindre l'objectif. Le bois est souvent mis en avant comme choix de chauffage, poêle ou chaudière. L'isolation est d'abord envisagée de l'extérieur ou dans les combles.

L'aspect collectif est parfois mis en avant : participer à des réunions, des ateliers, des chantiers partagés.

Comme pour la question précédente les locataires signalent leur statut, et les conséquences que cela a sur leurs limites d'intervention. N'étant pas décisionnaires, ils souhaitent pourtant une action de leur propriétaire dans le sens d'une amélioration de l'isolation de leur habitation. *Mais d'autres répondants surveillent déjà leur consommation d'électricité.*

La notion de proximité est mise en avant par plusieurs répondants tant pour le recours à des artisans locaux ou à des matériaux locaux, que pour réduire les déplacements en utilisant les transports en commun ou le vélo. Mais le manque d'attractivité des transports en commun, ou un trajet trop long à vélo est mis en avant.

Citations clés : « Je fais ce que je peux avec mes moyens... »

« J'ai réduit ma consommation / chauffage par un réglage différent et une attention de tous les jours et l'eau chaude en arrêtant les bains. »

« L'ensemble de ces travaux sauf l'isolation thermique par l'extérieur en totalité, car les aides ne sont suffisantes et le chantier très onéreux. »

« A trouver des solutions accessibles pour rénover et installer un chauffage au bois dans la maison où je vis. »

« Participer à des ateliers sur les bonnes pratiques de bio-construction et de la rénovation thermique avec des matériaux bio-sourcés »

« Travailler avec des artisans locaux s'ils ont les compétences recherchées. Utiliser des matières premières locales... »

« Prête à investir si crédit d'impôt en compensation »

« Je suis locataire donc je souhaite que la Région fasse pression auprès des organismes logeurs »

« Mon mari et moi avons obtenu l'aide de l'ANAH (subvention) et nous allons procéder à l'isolation des combles ainsi qu'au changement des fenêtres et de la porte d'entrée. »

« Je mise sur mes comportements, j'ai participé à "famille à énergie positive", et j'ai demandé (sans succès), le changement de fenêtre. »

c. Quelles solutions locales préconisez-vous ?

Outre l'aspect financier, c'est l'accès à l'information qui ressort majoritairement de cet item : « aides et conseils », « plus d'informations », « nécessité du passage de conseillers ». Enfin, il est surtout question de la formation des artisans, plus encore que des propriétaires. Certains n'hésitent pas à envisager une obligation de rénovation.

Ensuite la question du coût des travaux est régulièrement rapportée comme le frein principal à la rénovation. Les appuis financiers sont déclinés en : subventions, co-financement, groupement d'achats, aide remboursable, prêt à 0 %, crédit d'impôt. Plusieurs répondants critiquent l'utilisation abusive des aides financières par certains, et des subventions qui ne sont pas versées à ceux qui en ont besoin.

Les transports sont aussi évoqués tant pour demander l'amélioration des transports en commun, qu'une aide au changement des véhicules individuels : abandon du diesel pour l'électrique. Le développement du covoiturage est mis en avant comme solution également. En proche de cette question des déplacements, revient souvent la volonté de privilégier les artisans locaux et les filières courtes.

Si le chauffage au bois est principalement mis en avant, d'autres initiatives apparaissent : l'isolation par la laine, le chauffage par géothermie ou le solaire, le recours à l'éolien.

Les collectivités locales sont citées pour le rôle important qu'elles peuvent ou doivent jouer, « prioriser les éco quartiers », relevant par exemple de leur responsabilité. La Région est régulièrement envisagée comme un acteur important dans cet item, notamment pour simplifier les démarches, voire un « contrôle vert » après travaux.

Il est à relever le bon niveau de connaissance dans ce domaine de certains répondants.

Plus technique, beaucoup de personnes ont indiqué leur adresse dans cette section...

Citations clés : « Favoriser les programmes d'hébergements d'apprentis contre travaux chez des particuliers (personnes âgées) pour le bois, le chauffage, l'isolation, etc. »

« Augmenter les énergies renouvelables : éoliennes, panneaux solaires. Aider à s'équiper davantage de véhicules propres. Améliorer les transports en commun »

« Informer, sensibiliser les gens dans un premier temps, organiser des réunions participatives pour que les personnes (copropriétaires par exemple) se rencontrent et discutent de solutions de rénovation.

Faciliter encore plus la rénovation (financièrement) la mettre à portée de tous pour que l'objectif des 100% du parc logement soit en BBC en 2050 soit tenu ! »

« L'intervention de conseillers dans les communes ; il faut vraiment faire l'effort d'aller au contact des gens, car finalement par méconnaissance du sujet, je pense que beaucoup de gens n'osent pas se lancer dans des travaux, effrayés par le coût, les normes, la méconnaissance d'artisans qualifiés. »

« Nous habitons deux régions sylvicoles, la ressource est à proximité et peut être facilement gérée. Je pense qu'il devrait exister plus d'aides pour le passage au chauffage bois des particuliers qui sont au fioul, gaz ou électricité et éviter de mettre en place de très gros projets très coûteux de chaufferies comme à Dijon qui ne sont pas très efficaces selon moi ; pour moi, la priorité est aux particuliers. »

« Une implication forte des communes (information et explication pour la multitude des petites communes rurales ou ce sujet n'est jamais évoqué. »

d. Pensez-vous que la Région a un rôle à jouer ?

Sur 634 répondants : 547 oui et 35 non

e. Si oui lequel ?

Très majoritairement le rôle de la Région est vu comme soutien financier. Les répondants attendent qu'elle ait un rôle d'interface entre particuliers et professionnels et d'incitateur / fédérateur des collectivités locales. En seconde position arrive l'action qu'elle doit avoir en termes de communication, d'information et de formation. Enfin, la Région est considérée comme devant tenir une position de leadership ; de « chef de file », « d'organisateur », « d'impulser », de « chef d'orchestre ou de « promoteur ». Plus largement elle pourrait donner l'impulsion et d'avoir une vision encore plus stratégique que les seules aides aux bâtiments. Elle doit rester neutre.

Ces principales actions se retrouvent ensuite dans des propositions variées comme :

- Aider au développement du covoiturage
- Soutenir le développement des énergies renouvelables
- Favoriser l'émergence d'un label qualité
- Aider au diagnostic et aux audits
- Organiser des stages, des formations gratuites pour les personnes intéressées.

Le bois est encore très présent dans les réponses, tant pour valoriser la filière bois, que pour aider les entreprises forestières, apporter une aide financière aux utilisateurs du chauffage au bois, ou pour défiscaliser le bois. La richesse de la Région dans ce domaine est mise en avant par plusieurs répondants.

Concernant l'aspect financier, si l'aide est souvent demandée, une proposition de bonus/malus est abordée par quelques-uns.

Plusieurs critiques sont faites sur la priorité mise sur le développement éolien, pour des raisons de bruit, de paysage, mais beaucoup aussi mettent en avant la nécessité d'aider à son développement.

Citations clés : « Mettre en place une plateforme de mise en relations entre personnes âgées et jeunes à la recherche d'un logement (ou d'un véhicule) dans les zones rurales. »

« Effilogis est un excellent dispositif qui doit gagner en ampleur. Reconnaître le travail de professionnel en chantier participatif pour inciter les initiatives d'entraides locales.

Arrêter de vendre des terres agricoles à des promoteurs immobiliers pour des projets bas de gamme et irréfléchis (zones commerciales de grande envergure, lotissement, etc.). Favoriser l'installation de producteur maraîcher, éco hameaux, pavillon d'artisans. »

« Impulsion pilotage et coordination des actions intercommunales ou communales. »

« La Région peut donner une impulsion en organisant des manifestations sur ce thème pour permettre la rencontre entre les acteurs du secteur et le public. »

« En encourageant la recherche et le développement, en aidant à montrer l'intérêt d'utiliser durablement les ressources naturelles, en appuyant la vulgarisation quant à l'exploitation des ressources, en aidant à la construction de desserte en forêt et en appuyant la restructuration du petit parcellaire forestier inexploité. »

« Soutien des entreprises locales par des mesures politique (infrastructure, création des pôles d'expertise, incitations financières pour la rénovation) »

« Libération rapide des autorisations »

« Initier les plus gros projets, et la recherche universitaire tout en poussant les marchands de matériaux à promouvoir les nouveaux matériaux (trop rares et trop chers dans l'Yonne)! »

« - Elaboration d'un répertoire régional des rénovations énergétiques avec une identification des réalisations locale avec leur évaluation

- Mise en réseau des particuliers en fonction du type d'action en rénovation énergétique

- Annuaire des prestataires »

3. Mobilités

a. Quels sont vos besoins en matière de mobilité ?

La problématique est multiple selon l'origine des répondants. En zone rurale, les besoins exprimés concernent les transports en commun principalement, et notamment le fait de développer un réseau qui couvre mieux les villages, avec des passages plus fréquents et des tarifs plus abordables. Certains relèvent que le prix du train est plus élevé que les trajets en voiture. D'autres regrettent la diminution du nombre de trains.

En zone urbaine, les demandes concernent des pistes cyclables mieux sécurisées, plus nombreuses et avec les aménagements nécessaires. Certains demandent des aides pour obtenir des vélos électriques, d'autres, plus nombreux, demandent que soient favorisés les transports doux (vélo, piétons).

Concernant les voitures, les répondants distinguent bien leur utilisation professionnelle versus professionnelle. La demande de véhicules propres est très importante, et il y a beaucoup de demandes d'aide financière pour l'achat de ce type de véhicule. Quand certains signalent la rareté de station GPL, hydrogène, d'autres relèvent la difficulté de recharger électriquement les voitures, ce qui est aussi un obstacle à l'achat.

Le covoiturage est largement évoqué, tant pour les zones rurales qu'urbaines, avec la référence à Blablacar et le besoin exprimé de plus de plateformes de covoiturage.

Quelques propositions sont faites : « utiliser les forces de l'eau, car beaucoup de rivières dans la Région », ou « favoriser le télétravail et les visioconférences »

Les difficultés des personnes à mobilité réduite sont également présentes dans les réponses.

Citations clés : « Besoin de plateforme de partage de voiture en autopartage. Des aménagements de pistes cyclables sur des voies importantes. »

« Un réseau dense de transport en communs et multimodal doux.
Des transports ferroviaires fiables et réguliers.
Plus de pistes cyclables.
La possibilité de transporter mon vélo dans les trains et les bus. »

« Besoin de bornes de chargement électrique pour envisager l'achat d'un véhicule électrique »

« Je vais au travail à vélo donc plus de lieux pour attacher et garer les vélos, augmenter le nombre et améliorer la sécurité des pistes cyclables.
Sinon je vais à la campagne tous les week end et je n'ai pas d'autre choix que de prendre ma voiture. Je co-voiture le plus souvent possible. »

« - Il faut permettre à tous d'être mobiles partout et à moindre coût.
- Pour cela, il manque des stations à hydrogène, des bornes de recharge pour les véhicules individuels.
- Il est nécessaire de conserver des lignes des trains locales, car il n'y a pas que le TGV.
- Favoriser l'émergence du covoiturage.
- Améliorer la qualité de l'air. »

« Voies cyclables plus réelles et continues le long de toutes les routes nationales en particulier »

« Malheureusement, voiture indispensable à la campagne (centres administratifs à + de 30 km). »

b. Vous, concrètement comment contribuez-vous à atteindre ces objectifs ?
Qu'êtes-vous prêt à faire ?

Les pistes évoquées sont principalement au nombre de deux, mais entraînent d'autres actions :

- achat d'un véhicule propre, généralement électrique, voiture et/ou vélo
- réduire l'utilisation des voitures, par l'utilisation des transports en commun, le covoiturage, la marche à pied et le vélo, ou même le déménagement pour certains
- adopter une conduite « douce », écoresponsable, donc moins polluante.

Pour certains les véhicules/vélo électriques sont l'alternative propre aux déplacements futurs, alors que d'autres jugent l'origine nucléaire peu compatible avec le qualificatif « propre ».

Beaucoup de répondants signalent avoir déjà acheté une voiture/vélo électrique. Et beaucoup d'autres rappellent la difficulté de se passer d'une voiture en zone rurale.

Enfin, la consommation locale, l'utilisation d'internet pour faire ses démarches de base, ou le télétravail, sont autant d'alternative dont se prévalent les répondants.

Citations clés : « Déplacements piéton, vélo, ou transports en commun (lorsque le trajet le permet) systématiquement priorités. Recherche systématique de l'alternative transports en commun sur tout ou partie d'un nouvel itinéraire (utilisation de Mobigo, des sites de la SNCF, des transports départementaux et de l'intercommunalité). Lorsque la voiture est la seule alternative et que le temps disponible le permet, stationnement 2 à 5 km en amont de la destination et fin du trajet à pied. Faible utilisation de la voiture en dehors des déplacements professionnels (moins de 1000km par an). »

« Je fais déjà du covoiturage et essaie de grouper mes déplacements... mais à moins d'aller habiter en ville... Possibilité de recourir plus au télétravail ou recréer des emplois de proximité... plus de services de proximité c'est moins de déplacements »

« Les objectifs m'importent peu, cela est encore du blabla administratif. Ce que je fais déjà : je me nourris autrement, bio et local. Je m'habille en friperie. Je consomme peu d'électricité. Je me déplace peu et le plus en covoiturage et en TER. Bref je vis sans croissance démesurée, voire sans croissance. La seule croissance qui m'intéresse est la croissance du vivant. Cette société ayant pour base "acheter, consommer, mourir", je ne peux être en phase qu'avec le vivant. »

« Je ne fais pas grand chose aujourd'hui, car peu de possibilité en vivant à la campagne. »

« Prendre plus souvent le train et les transports en commun, à condition qu'ils deviennent plus performants à l'échelle régionale »

« Utiliser un véhicule électrique (vélo ou automobile) lorsque l'autonomie de ces véhicules sera plus importante, et la recharge plus rapide. »

Les hôpitaux de proximité ferment des services. Je dois faire 150 km aller-retour pour voir un ORL, le médecin généraliste est à 5 km de mon domicile, sans véhicule nous mourrons plus tôt. »

Réduction du nombre de déplacements.
Mutualisation des déplacements, entraide.
Déplacements courts en bicyclette.
Achat d'un véhicule électrique.
Prendre son temps.

Aide et soutien de la filière hydrogène (à partir des ENR). Développement du biogaz : projet de méthanisation.

Améliorer sa conduite automobile (plus souple) ; Favoriser les transports en commun (mais peu d'alternatives s'offrent à nous)

c. Quelles solutions locales préconisez-vous ?

Cette question a suscité un large choix de réponses. Les principales solutions concernent l'amélioration de l'offre des transports en commun, la promotion du covoiturage et développement des véhicules électriques.

Pour inciter à adapter son mode de déplacement, la communication et l'information semblent être la base. C'est par la pédagogie que certains espèrent une modification des

comportements. Les répondants recommandent aussi d'apporter des aides à l'achat de véhicules électriques (si les bornes sont en nombre suffisant), ou des primes au covoiturage, et suffisamment de plateformes de covoiturage à disposition. Ce sont ces éléments qui, pour certains, peuvent aussi aider à une future multimodalité.

Au niveau des villes, les difficultés de se déplacer à vélo pourraient se résoudre par l'amélioration, la sécurisation et la multiplication des pistes cyclables. Les transports en commun sont priorités, mais sont aussi perfectibles : plus de lignes, plus d'amplitudes horaires, plus d'ajustements aux horaires des écoles et des entreprises. En ville, les bus électriques seraient les bienvenues, et en zone rurale, le besoin de rouvrir des lignes (ferroviaires et de cars) fermées, d'augmenter le maillage sur le territoire, de respecter les horaires a été signalé à plusieurs reprises. Certains proposent d'ouvrir les transports scolaires à tous, pour « métisser les usagers ». Sur la question du respect des horaires, le parallèle avec le fonctionnement des trains et des avions est fait pour améliorer la gestion des cars et des bus.

La question financière intervient dans toutes les catégories de propositions : baisse du prix du train (voire gratuité) pour le rendre moins cher que la voiture, taxer les transports routiers, aide à l'acquisition de véhicules propres. Cela va jusqu'à la proposition d'« ubériser les transports individuels en zone rurale » (d'autres s'y opposent).

Pour beaucoup de ces actions, les répondants relèvent l'importance d'une cohésion intercommunale, et d'un changement des comportements : consommation locale, autopartage, information de ses trajets au niveau de son village, favoriser le pédibus pour amener les enfants à l'école, etc. Beaucoup d'actions collectives pour une autre mobilité, et des actions dans les écoles, où se prennent les bonnes habitudes.

D'autres solutions plus précises et très variées sont aussi proposées :

- une concertation entre Waze et Blablacar pour un système d'autostop en réseau,
- des centres-ville piétons, avec interdiction de la voiture en ville,
- utiliser la force de l'eau,
- développer le ferroutage,
- obliger les stations rurales à avoir une pompe d'hydrogène,
- ne pas centraliser les services publics,
- favoriser les locations de vélo, améliorer le système Vélodi à Dijon et le rendre plus fiable,
- inciter au télétravail ou travail de proximité,
- mettre en place des navettes entre les différentes agglomérations.

Citations clés : « Un réseau dense de transport en communs et multimodal doux.

Un soutien au transport ferroviaire : trop de RER annulé.

Développement de pistes cyclables.

Développer et améliorer le transport des vélos dans les trains et les bus.

Et plus généralement,

Participation à un projet national de ferroutage de marchandises.

Aider les Offices du tourisme à convertir leurs visiteurs aux transports doux, de porte à porte (pas prendre l'avion, puis la voiture de location pour enfin faire une promenade en forêt ou dans un village typique) »

« Aujourd'hui les bus roulent à vide, car l'utilisateur ne prévient pas avant comme quand il prend son billet de train ou d'avion, imposer aux utilisateurs via smartphone d'indiquer son heure et lieu de départ la veille, pour calibrer le nombre de bus, par retour une application informatique lui indique quel horaire et quel arrêt il va pouvoir utiliser »

« Un vrai transport à la demande efficace convivial et permanent quitte à payer un peu plus.
Des trains vraiment réguliers et à l'heure.
La prise en compte des pistes cyclable: les vélos crèvent plus que les autos pourquoi la piste cyclable est-elle le parent pauvre de la chaussée (gravier projetés par les voitures ou entraînés par les écoulements pluviaux)
Des trains à l'heure fiables »

« Un transport qui ne pollue pas : le vélo. Faire des pistes cyclables hors route, pour meilleures sécurité et circulation.
Redéveloppement du ferroviaire partout ou possible et avec des trains non diesel (électrique ou hydrogène)
des bus pour relier les communes entre elles
location de voitures électriques dans les villages pour se déplacer facilement
retour de commerces et de services de proximité pour limiter les déplacements. »

« Pourquoi pas envisager l'achat d'un lot de véhicules électriques par la Région (voitures petites et basique) avec tarif préférentiel, avec précommande des particuliers »

« 1) Favoriser le travail à domicile par des avantages aux entreprises
2) Diminuer drastiquement le coût du bus. A mon sens cela devrait être gratuit et le cout supporté par les impôts.
3) Faciliter les transports mixtes vélo/bus. Mieux aménager les pistes cyclables.
4) Favoriser le covoiturage pour les petits trajets par un outil informatique
5) Favoriser les courses de proximité dans les villages avec des produits locaux : épicerie/dépôts de produits/ AMAP, etc. »

« Titre de transport unique par zone (type RATP)
Gratuité des transports en commun
Subvention à l'achat de véhicule électrique ou mise en place d'un réseau de véhicules électriques en autopartage »

« Mise en place de plateforme de covoiturage avec stationnement intégrés dans l'environnement.
Borne de recharge
Chèque transport en commun pour les plus défavorisés.
Soutien à l'investissement aux véhicules électriques »

d. Pensez-vous que la Région a un rôle à jouer ?

Sur 634 répondants : 519 oui et 39 non

e. Si oui lequel ?

Une fois encore l'attente principale des répondants sur le rôle de la Région est l'aide financière. Que ce soit pour l'achat de véhicules électrique, pour la gratuité des transports en commun, pour le financement et l'installation de bornes électriques, ou pour le financement des infrastructures de transport doux. Certains demandent aussi un financement pour les destinations enclavées.

Le rôle de leader dans l'organisation et le développement de transport multimodal revient à de nombreuses reprises. La Région apparait comme la structure qui doit coordonner le covoiturage, par l'augmentation des plateformes tant de parking que d'applications internet ou de réseau. Les demandes pour créer, améliorer et sécuriser les pistes cyclables sont très nombreuses. Elle a un rôle d'investissement et d'éducation.

De ce rôle de « promoteur des initiatives » découle la fonction de communication et sensibilisation. Les répondants attendent de la Région, qu'elle incite les collectivités à investir, qu'elle aide à la prise de conscience des élus locaux et des citoyens, et qu'elle informe la population des avantages à utiliser des transports moins polluants (vélo, voitures électriques, covoiturage, transports en commun). A plusieurs reprises revient aussi le rôle de soutien à la recherche de nouveaux véhicules, à l'émergence d'énergies propres.

Les transports en commun sont à améliorer, tant pour la tarification, que le nombre de passages et l'amplitude horaire. Certains s'interrogent sur les petites lignes SNCF qui ferment, ce qui incite à l'utilisation de la voiture. La demande revient aussi d'améliorer les liaisons, entre les différents modes de transports (trains, bus, voiture, vélo), mais aussi entre les villes (bus et cars).

Certains s'interrogent sur qui sont les acteurs concernés : Etat, Région, département, communauté de communes. Des initiatives extérieures sont mises en avant, comme les aménagements cyclistes de Copenhague, Transco de Côte d'Or, véhicules Lib de Paris.

La question de la qualité de l'air apparaît parfois clairement, parfois sous-entendue.

La Région est attendue dans l'aide et le développement des circuits courts, dans l'encouragement au télétravail. Il lui est aussi demandé de montrer l'exemple, notamment pour le télétravail, mais aussi pour l'acquisition de véhicule électrique ou pour harmoniser les horaires de travail afin de faciliter le covoiturage.

Citations clés : « Une équipe mobilisée sur la voiture électrique, avec achat d'un lot régional à prix défiant toute concurrence et précommande (comme pour les composteurs 10 euros à la mairie) ; idem sur toutes les communes trop de diversité d'une commune à l'autre »

« De gros efforts à fournir sur les pistes cyclables qui doivent aller de bout en bout et surtout sécuriser le passage des vélos aux carrefours : ronds-points, feux, etc.

Diminuer au maximum le coût des transports en commun.

Incitations fiscales au travail à domicile.

Aides à l'installation de petits commerces surtout dans les villages, surtaxes pour les supermarchés, stopper l'agrandissement des zones commerciales en périphérie. »

« La Région pourrait initier cette logique sur ses sites professionnels en mettant à disposition des lycées et des bureaux des prises de chargement alimenté par le soleil. »

« Mettre des parking gratuit à l'entrée des villes, développer les transports en communs et le vélo. »

« Maintenir les transports en commun existants et développer sur les territoires ruraux des facilités de déplacements qui sont dans certains endroits totalement inexistantes... »

« Donner accès à une mini centrales solaires autonome avec batterie et prise de recharge d'une voiture électrique dans un garage sans compteur "EDF" (favoriser la vente l'installation et l'entretien d'un tel système sur toutes les territoires et dans toutes les collectivités) (donner accès aux parkings à des prix très compétitifs à toute voiture électrique et beaucoup communiquer sur les cet avantage au bénéfice de tous, tels que fortes économies pour l'utilisateur et nette amélioration de la qualité de vie pour tous avec zéro pollution »

« Proposer des solutions innovantes pour connecter les campagnes à la ville, pour les "derniers km" une fois arrivé à une gare. »

« Privilégier les investissements dans des modes de circulations éco responsables. Informer les consommateurs. Investir (ou pousser l'investissement) dans des vélos en libre-service (mais payant).

Mettre en place une vraie carte des pistes cyclables et cheminement doux. »

« Elle se doit d'investir dans le déploiement de la fibre optique pour faciliter le télétravail et elle se doit d'intervenir dans la structuration de l'offre de transport en commun, en apportant des fonds. »

« Inciter à la consommation des produits locaux et développement des commerces de proximité.

Inciter aux déplacements collectifs. »

4. Valorisation des déchets

a. Quels sont vos besoins ?

Beaucoup d'absence de réponse (432 réponses sur 634, dont 65 qui répondent ne pas avoir de besoins, soit 10 % des répondants). Une très grande quantité répond aussi faire déjà le tri.

Les besoins exprimés concernent majoritairement la réduction des emballages, la critique en revient aux industriels et grandes surfaces. Il est souvent demandé plus de vrac dans les commerces.

Si le tri semble acquis pour beaucoup, certains demandent plus d'informations, pour eux et parfois pour leurs voisins ou copropriétaires, et une sensibilisation à une consommation responsable. D'autres inciteraient au tri par une taxe supplémentaire.

Une offre de tri plus sélective revient dans beaucoup de réponses, avec le regret parfois que les petits emballages ne soient pas recyclés.

Les avis sur le ramassage des déchets sont partagés. Certains en demandent plus, d'autres sont satisfaits. Les accès aux déchetteries sont parfois critiqués : amplitudes horaires insuffisantes, restrictions aux seuls habitants de la commune. Il est aussi demandé d'avoir une politique commune entre les villes.

En ville, l'absence de composteur public à disposition est souvent regrettée.

Citations clés : « Une offre plus sélective de collecte en vue du recyclage matière : certains matériaux ne sont pas collectés suffisamment isolément pour permettre d'atteindre un taux de recyclage suffisant (l'aluminium, les bouchons en plastique ou en liège...) ou sont totalement exclus (plastiques souples) »

« C'est pas mal avec le tri sélectif et le compostage. Même si je trouve dommage que l'on fasse payer au consommateur l'évacuation des emballages et suremballages qui sont des produits dont le cycle de vie est production-->vente-->poubelle direct (celle-ci se remplit en même temps que le frigo...). N'y aurait-il pas plus de travail sur de l'emballage réutilisable (consigne)? »

« Intervenir à la source avec une réglementation incitatives auprès des fabricants d'emballages »

« objectif "presque zéro déchets", mes besoins sont :
- mise en place de composteurs publics quand on n'a pas de jardin
- augmentation de l'offre de produits vrac
- mise en place d'un système réellement incitatif des taxes ordures ménagères et le même pour tous ce qui n'est pas le cas en bourgogne »

« Valorisation des eaux de pluie (utilisation pour WC et lave-linge).
Mieux consommer pour moins jeter. »

« Forcer les grandes surfaces à reprendre tous les déchets qu'ils nous vendent ! »

b. Vous, concrètement comment contribuez-vous à atteindre ces objectifs ?
Qu'êtes-vous prêt à faire ?

La réponse largement majoritaire est le tri, puis le compostage, beaucoup utilisent les déchetteries et recyclent. L'objectif premier est la réduction des déchets.

Ensuite une large palette d'actions est reprise par beaucoup, avec l'idée de tendre vers le 0 déchet. Certains nomment cela la « décroissance individuelle », ou comment consommer autrement.

Concernant la consommation :

- achat de produits de seconde main, recyclage, achat en vrac et limitation des emballages
- achat en local et circuits courts
- achat bio.

En termes de recyclage :

- acquisition de poules,
- réparation des appareils,
- raccommodage des vêtements,
- réutilisation des emballages,
- « récup », échanges,
- Récupérer des calories sur les eaux rejetées aux égouts

Changer de mode de vie

- atelier collaboratif, mise à disposition de ses outils
- engagement associatif
- consommer bio, réduction de viande
- faire son potager
- courses à vélo
- boycott des supermarchés
- éviter le « jetable »
- favoriser le fait soi-même.

Le coût que représente le tri est mis en avant par quelques-uns comme étant une difficulté importante.

Citations clés : « Je trie tous mes déchets. J'achète avec le moins d'emballage possible. J'évite le jetable dont les protections hygiéniques. J'évite les conditionnements individuels/petit format. J'évite les produits dangereux. »

« Critère de choix d'achats : sobriété, achats en vrac dès que possible, utilisation de sacs réutilisables, refus des suremballages, lorsque l'emballage est inévitable, priorisation d'emballages recyclables, voire réutilisables, pour d'autres usages (bocaux verre).
Participation à un compostage collectif.
Tri sélectif des déchets résiduels »

« Rien tant qu'on me taxera 3 fois sur le recyclage et qu'on me demande en plus de faire le tri, on est taxé à l'achat d'un produit pour son recyclage, on paie une taxe pour le recyclage et en plus, parfois on doit payer pour le recyclage final, donc on paie trois fois ce recyclage et on nous demande de faire le tri, si ça, ce n'est pas de l'arnaque !!!! »

« 1) J'ai fabriqué moi-même des sachets en tissu transparent lavables pour y mettre mes fruits et légumes à peser. Je n'utilise pas les sacs plastiques ou papier des magasins du rayon fruits/légumes frais.
2) Je m'intéresse à la permaculture et je ne jette plus aucun déchet organique dans la poubelle.
3) Je répare, retape des objets qui partiraient à la déchetterie et leur donne une 2e vie
4) J'organise des "trocantes" entre copines pour ne plus jeter.
5) Je ne sors mes poubelles que si elles sont pleines (en supposant que cela diminue les sorties des camions poubelles). »

« En campagne, il est plus facile qu'en appartement de réduire ses déchets :
- nous mettons nos déchets alimentaires au compost,
- nous allumons notre cheminée avec le papier et le carton
Nos déchets ménagers représentent aujourd'hui un sac poubelle de 30 litres pour 4 personnes par semaine (ce qui est déjà trop) + une poubelle "jaune" (bouteilles de lait, conserves, etc..) environ tous les 2 mois.
Nous pourrions bien évidemment être plus vigilants sur l'achat de produits ayant trop d'emballage. »

c. Quelles solutions locales préconisez-vous ?

Informé, éduqué, sensibilisé, le changement des pratiques passe pour beaucoup d'abord par la pédagogie. Certains publics sont ciblés comme les élèves, avec des demandes d'intervention dans les écoles ou des visites de centres de tri, mais les syndicats de copropriétés sont aussi une cible. Plus généralement, le besoin d'informer la population est souvent cité.

Pour de nombreux répondants, ces actions seront insuffisantes, et seule la sanction peut modifier les pratiques. Un système de bonus/malus sur le tri peut inciter à diminuer les « incivilités », des sanctions aux contrevenants aussi. Plus largement, une taxe aux entreprises polluantes, c'est-à-dire supermarchés et producteurs d'emballages inutiles et de suremballages, permettrait de participer au coût du traitement des déchets. Des poubelles à la sortie des magasins les obligeraient à traiter eux-mêmes ces emballages encombrants.

Mais avant de taxer, certains répondants proposent une « réduction à la source », c'est-à-dire

- diminuer les publicités
- favoriser le vrac
- soutenir la création des AMAP
- favoriser l'autoproduction
- retour aux consignes pour le verre

L'aménagement du territoire dans ce domaine passe par plus de points de collecte, des composts collectifs, des bennes de déchets verts, une distribution de composteur et de poules aux habitants des villages, des conteneurs pour tous, une facilité d'accès aux déchetteries (horaire, sans carte) où peuvent être développés des « déposé/récupéré ». Certains vont même jusqu'à vouloir rendre obligatoires les centrales de biométhane dans les communes.

De nombreux répondants reconnaissent que beaucoup est déjà fait, mais il faudrait encore valoriser les déchetteries, mettre en place des broyages de végétaux qui se déplaceraient chez les habitants, valoriser les ordures ménagères, soutenir les associations et filières industrielles de recyclage.

Les surplus, ou invendus, pourraient, au lieu de devenir des déchets, être donnés en amont aux associations caritatives, ou celles qui recyclent et redistribuent gratuitement. Dans le même esprit collaboratif et solidaire, il est suggéré de mettre en place une plateforme web pour valoriser l'achat local.

Si des solutions locales existent, un répondant indique que cela ne se fera pas sans lois votées au niveau national, voire européen.

Citations clés : « Développement du vrac.
Poubelle obligatoire pour les suremballages en sortie de grande surface (pollueur payeur) »

« Arrêter de vouloir absolument favoriser l'installation de zones commerciales et de commerces non sensibles des questions des déchets. Que la production, la gestion, l'utilisation des déchets soient un critère pour l'installation de commerces, d'entreprises dans la Région. »

« Que les collectivités reprennent la compétence "Déchet" dont les bénéficiaires, pour la majorité, vont enrichir des groupes privés ou lieu de servir l'intérêt général. »

« Généraliser la collecte au poids et le paiement réel et non une "redevance" qui n'incite personne à réduire ses déchets... »

« Multiplier les installations de récupération de déchets recyclables.
Installer dans les zones communes des immeubles des composts.
Sensibiliser dès le plus jeune âge à l'importance du tri et de limiter les emballages. »

« Points d'entraide à la réparation, points de dons d'objets, meilleure valorisation des achats locaux, facture des ordures ménagères au poids. téléphonie et informatique. »

d. Pensez-vous que la Région a un rôle à jouer ?

Sur 634 répondants : 469 oui et 60 non

e. Si oui lequel ?

La Région est toujours vue avec ce rôle de chef de file initiateur de communication, d'information et de pédagogie, envers les jeunes et les moins jeunes. Pour se faire, certains proposent des actions de promotion, communiquer sur la consommation responsable, faire de la pédagogie sur le tri et le compostage. Des répondants se positionnent pour une politique commune à toute la Région.

Si l'incitation n'est pas suffisante, plusieurs répondants proposent de rendre le tri obligatoire et passer aux contrôles, avec encouragements et sanctions, ce que certains appellent « bonus/malus environnemental ». Il est plusieurs fois proposé une taxe dédiée uniquement au tri. Il faudrait également des normes plus strictes en déchetteries, voire des centres de tri plus performants.

En revanche, les filières de tri pourraient être encouragées par une « fiscalité verte », des subventions aux associations locales qui sensibilisent au tri et à la récupération. Dans le domaine commercial, la Région est appelée à favoriser le commerce innovant, à soutenir une filière anti-gaspi, à financer les initiatives de recyclage, notamment de bouchons (plastiques et liège), à investir dans la recherche de plastiques biodégradables.

Enfin la distribution de composteurs, de poules, de poubelles de tri est largement plébiscitée. Autres propositions : mettre à disposition en ville un coin de jardin pour tous, installer des composteurs publics en ville et prévoir des collectes de déchets verts avec broyage.

L'appui aux agriculteurs est proposé par certains, avec un soutien aux circuits courts.

Citations clés : « Continuer l'Accompagnement au compost. Aider l'installation d'épicerie de vrac. Encourager les circuits courts. »

« Une fois encore, chef de file, valorisation, uniformisation et déploiement sur tout le territoire de pratiques incitatives (paiement des déchets au poids. Soutien pour les activités économiques de recyclage »

« Recensement des initiatives locales, aide à la mutualisation des bonnes pratiques »

« - Des normes plus drastiques imposées aux sociétés de recyclage et aux déchetteries
- Plus d'écopoints, vidés plus souvent »

« Eduquer les plus jeunes (soutien aux interventions périscolaires autour de ce thème) et éduquer les moins jeunes : distribution de composteurs par exemple. »

« Déposer un label eco-environnement sur les enseignes de la grande distribution. Et ensuite mettre une taxe aux enseignes ne respectant pas la charte des magasins de BFC. Ainsi la taxe permettrait de financer des actions en faveur de la politique environnementale »

« Soutien et subvention aux associations telle qu'Emmaüs et aide au commerce de deuxième main »

« Offrir des solutions de réparation pour éviter le gaspillage en favorisant la mise en place de ce type d'atelier de réparation »

« Expliquer, adapter le prix des collectes au poids des déchets, inciter...envoyer des bilans aux citoyens, les déchets devraient ne rien coûter, car ils ont tous une valeur lorsqu'ils sont bien triés. »

5. Energies renouvelables

a. Quels sont vos besoins ?

La plupart des répondants semblent convaincus de l'intérêt de passer aux énergies renouvelables. Quelques-uns critiques signalent les inconvénients des éoliennes, le coût de

la transition énergétique pour les particuliers et des systèmes qui n'aurait d'écologiques que leur nom. Mais ces retours négatifs sont vraiment minoritaires.

Une très large majorité des réponses concernent le logement, le transport est assez peu abordé. Mais parfois, les deux sont liés, puisqu'un répondant indique que s'il peut installer des panneaux solaires, il achèterait ensuite une voiture électrique.

Pour passer le cap, le principal obstacle reste le coût, et les aides exprimées concernent le financement ou l'aide financière à l'installation. Mais il y a aussi un fort besoin en informations, conseils techniques et descriptions des produits disponibles (panneaux solaires, éoliennes, biomasse). A ce titre, plusieurs répondants souhaitent des campagnes de communication et de sensibilisation sur les énergies renouvelables. Un accès plus simple à ces nouvelles énergies est largement plébiscité.

Beaucoup de personnes se disent déjà propriétaires de panneaux solaires, de chaudières biomasse, de chauffage géothermique, d'éoliennes et de récupérateurs d'eau de pluie. Pour les répondants qui souhaitent s'équiper, c'est souvent pour réduire le nucléaire et les énergies fossiles et avoir un choix énergétique diversifier. Le vœu également émis est d'avoir accès à une énergie locale plus propre et plus sûre que le nucléaire (références à Fukushima et Tchernobyl). Enfin, l'aspect économique est un argument très fréquent pour s'équiper : « autonomie énergétique du logement », « maison à énergie positive » ou baisse attendue des factures.

Faisant sans doute référence à des situations existantes, certains répondants souhaitent plus de soutien de l'Etat et des collectivités territoriales aux élus locaux qui ont des projets liés aux énergies renouvelables. Et beaucoup de préciser que ce domaine serait porteur de création d'emplois.

Pour certains avant de passer aux énergies renouvelables, il serait déjà essentiel de réduire sa consommation (-1° de chauffage par exemple) ou de modifier ses usages (toilettes sèches).

Citation clés : « aides pour installation eau chaude solaire
avoir la possibilité de consommer du 100 % renouvelables et locales pour diminuer les pertes (voisins, coopératives) »

« De l'énergie moins chère ne pas être pris en otage par les entreprises de fournitures d'énergie
M'aider à financer une petite éolienne ou petite installation solaire
Créer un réseau (voir pôle emploi) de personnes compétentes pour installer ces énergies, les grosses entreprises ne recherchent que de grosse installation et méprisent le particulier sans gros moyen »

« La Franche-Comté est une terre agricole. Les hangars des agriculteurs peuvent accueillir des panneaux solaires. Le lisier des bovins, porcins peut être valorisé en méthanisation.
La co-génération pour des réseaux d'eau chaude urbaine est un excellent moyen de produire de l'électricité et de la chaleur.
Potentiel géothermique de la Franche-Comté ? »

« Les personnes opposées aux projets d'envergure pour les énergies renouvelables ont trop de possibilité pour bloquer des projets. Les opposants bloquent pendant 10 ans des projets portés par les élus, que ce soit pour le solaire ou l'éolien. »

« Les démarches sont trop longues, les énergies renouvelables trop critiquées.

Le besoin d'après moi est donc dans la communication pour l'acceptation des énergies renouvelables. »

« Que les élus locaux qui se lancent dans des projets EnR soient soutenus par l'état et des collectivités territoriales. Que l'Etat et la Région apportent des réponses objectives aux arguments anti-éoliens qui sont sans fondements. »

« Digesteur pour transformer localement les "déchets" verts en gaz + engrais. »

b. Vous, concrètement comment contribuez-vous à atteindre cet objectif ?
Qu'êtes-vous prêt à faire ?

Beaucoup de répondants sont soit prêts à payer plus cher leur énergie à condition qu'elle soit issue d'origine renouvelable, soit passent déjà par un revendeur « vert », comme Enercoop, souvent cité. Certains sont également prêts à investir et à contribuer à des projets locaux ou participatifs. A l'inverse beaucoup disent ne pas pouvoir investir dans des énergies propres, par manque de moyens.

Concernant l'équipement des habitations, une majorité dit avoir déjà ou être prêt à investir dans l'équipement de panneaux solaires, éoliennes, chaudières à bois. Sur les éoliennes les avis sont très tranchés, certains détestent et n'en veulent pas dans leur environnement proche, quand d'autres envisagent de s'équiper avec.

Encore une fois, les locataires expliquent leurs difficultés ne pouvant intervenir sur l'habitat.

L'isolation de la maison est un des premiers éléments pour réduire sa consommation. Plusieurs répondants indiquent préférer mettre un pull et baisser leur chauffage. Au même titre des économies d'énergie, d'autres solutions mises en pratique sont évoquées : équipement en ampoules LED, coupure des appareils en veille, réduction du chauffage.

La rénovation de l'habitat est mise en avant comme moyen d'action. Les voitures propres sont citées comme autre solution. Et plus globalement, un des répondants indique militer contre le nucléaire.

Citations clés : « Gros effort sur consommation eau et électricité

Couper ses appareils électriques, retour à certain appareils culinaires manuels, récupérateur d'eau pour arrosage et wc

J'aimerais récupérer plus d'eau et faire installer un réseau pour l'utiliser pour machine à laver mais toujours le même problème une petite installation n'intéresse pas les entreprises donc faut-il avoir recours au travail au noir... voir pôle emploi formation spécifique avec aide à l'auto entreprise contrôlée - assurance sur les travaux effectués, etc. »

« Je roule moins et ça ne me fait pas obligatoirement plaisir »

« Réduire au maximum ma consommation d'énergie : chauffage à 15 degré (on met des pulls !!) ; couper les veilles de TOUS mes appareils quand je ne suis pas chez moi ou la nuit, couper mon chauffe-eau quand il fait chaud (la douche froide c'est très bien), équiper mon logement avec des appareils économes en énergie (ampoule LED, appareils performants...) »

« Actuellement actions sur les 2 premiers axes de la logique Négawatt (sobriété et efficacité) à défaut de pouvoir agir sur le 3e volet (renouvelable).

Prêt à placer une partie de mon épargne sur des projets territoriaux cohérents et profitant principalement au territoire et non à des actionnaires de multinationales à l'autre bout du monde. »

« Je me suis orienté professionnellement dans ce domaine grâce à un Master of Science que je vais réaliser en Ecosse à partir de septembre prochain. Je compte ensuite revenir pour contribuer au développement des EnR dans la Région. »

« Réduction au possible de l'utilisation de l'énergie.
Achat de l'électricité via enercoop, fournisseur 100% renouvelable d'électricité verte. »

c. Quelles solutions locales préconisez-vous ?

La lutte contre le gaspillage d'énergie, les incitations pour faire diminuer la consommation, supprimer l'éclairage des villes, enseignes, parking la nuit, sont autant de préconisations soumises par les répondants, avant même d'envisager des innovations.

Ensuite pour les bâtiments déjà construits, il faudrait inciter à la rénovation, et à l'installation de panneaux solaires sur les toits, notamment sur les bâtiments publics, les grands magasins, et les entrepôts agricoles. Le développement de l'éolien et du solaire est largement plébiscité, même si les opposants aux éoliennes se font entendre.

Proposition est faite d'établir un cadastre solaire pour indiquer le potentiel aux futurs constructeurs. Pour toute nouvelle construction, certains recommandent l'obligation d'adjoindre un récupérateur d'eau et de respecter la norme BBC. Des aides sont demandées pour favoriser l'installation de chauffe-eau et panneaux solaires, d'éoliennes, chauffage biomasse. En résumé, l'aide à la construction de maison autonome revient assez souvent.

Outre ces énergies connues, d'autres filières seraient à développer : la filière bois, la géothermie, la méthanisation. Et dans de nombreuses réponses, le recours à l'énergie hydraulique est cité : barrages, anciens moulins, station hydraulique, petites turbines pour particulier.

Des groupes citoyens existent, ils ont besoin de soutien pour produire de l'énergie collaborative et locale. Au-delà de cette échelle locale, les répondants souhaitent que soit privilégiée une gestion communale, voire régionale, des énergies renouvelables, plutôt que de la laisser à des industriels privés. Ce sont les décisions locales qui éviteront le déploiement anarchique des énergies renouvelables.

Sur cette question, un besoin d'information et de pédagogie est autant attendue qu'un soutien financier conséquent.

Citations clés : « développer les panneaux photovoltaïques sur toutes les nouvelles toitures, sur toutes les toitures rénovées, développer les éoliennes participatives de dimension raisonnable. »

« Permettre l'investissement des citoyens dans les projets et apporter de l'information à proximité des communes des projets ou l'on peut trouver des personnes inquiètes par l'installation de centrales de production Enr. »

« Tous les bâtiments publics devraient produire de l'électricité avec des panneaux solaires, et les particuliers n'auraient même plus à en installer, cela reviendrait beaucoup moins cher en installation et plus simple en maintenance. »

« Développement des éoliennes, des parcs solaires et restaurer tous les moulins ou autres barrages pour exploiter ces joyaux que la Région devrait promouvoir ou même exploiter à son nom. Quel bel exemple de l'électricité made in bourgogne-Franche-Comté. ! »

« Favoriser production personnelle ou collective locale d'énergie (adapter réglementation...) »

« Une plus grande campagne de sensibilisation avec des groupes de citoyens représentatifs de la population locale travaillant directement avec les élus Une mise en place obligatoire d'éolienne individuelle pour les maisons et d'éolienne commune pour les parcs. Obliger les entreprises du secteur à suivre une procédure stricte même si cette dernière n'est qu'applicable que dans la Région. Il est important que les villes et la Région montrent l'exemple dans les lieux lui appartenant. »

« Mettre de éoliennes dans des lieux non habités par exemple le long des autoroutes. Intensifier le solaire sur les toits le systématiser dans les nouvelles constructions. Remettre en marche les petites productions électriques ou énergétiques qui existaient sur les petits cours d'eau et ont été abandonnées. Former des gens aux nouvelles technologies et en particulier à la destruction des centrales nucléaires. »

« Développer les réseaux de chaleur et les chaufferies collectives, car la biomasse n'est pas une solution entièrement satisfaisante pour l'habitat individuel, alors que les ressources locales sont importantes. Diffuser en local les expériences des autres Régions. »

« Surtout des projets concertés ! Les éoliennes sont implantées au bon vouloir des petites communes au mépris des projets soutenus par des acteurs du territoire / À l'heure où l'agriculture est au plus mal, pourquoi ne pas envisager des hangars revêtus de photovoltaïque avec des projets portés pour les agriculteurs (et non par) afin d'éviter qu'ils ne soient la proie de sociétés peu délicates Cela leur permettrait de limiter les coûts de fonctionnement des exploitations voire de leur procurer des revenus supplémentaires »

d. Pensez-vous que la Région a un rôle à jouer ?

Sur 522 personnes ayant répondu : 499 oui et 23 non

e. Si oui lequel ?

Beaucoup de répondants attendent de la Région qu'elle montre l'exemple, équipant ses bâtiments publics de panneaux photovoltaïques. Contrôler, inciter et aider financièrement seraient les missions qui lui incombent. Des associations réalisent déjà un travail d'incitation, la Région pourrait les soutenir plus. Un allègement des procédures permettrait de lever des obstacles au processus de transition énergétique, tant pour les professionnels que pour les particuliers. La création d'un label permettrait d'énoncer clairement que des entreprises sont éligibles, entreprises qui seraient par ailleurs exonérées de taxes. L'ensemble de ces procédures permettraient la création d'emploi autour de la rénovation durable et de l'isolation des habitations. Beaucoup de répondants attendent de la Région qu'elle soit facilitatrice de projets.

Outre l'aspect financier, son rôle est de communiquer, informer, sensibiliser à l'importance des énergies renouvelables pour l'avenir de la planète, mais à la protection de l'environnement et développement durable.

La Région est également attendue pour favoriser le financement participatif.

Citations clés : « Elle le fait déjà au travers d'Effilogis mais elle pourrait le faire davantage en s'appuyant sur les espace info énergie en finançant une animation autour de la production et l'utilisation d'énergies renouvelables. »

« Grande campagne d'information (tous vos éclairages extérieurs en solaire par exemple) stimuler les commerçants à ouvrir des rayons spéciaux économie énergétique que ce ne soit plus confidentielle. »

« La Région doit continuer à affirmer sa volonté de développement des énergies propres et prendre des positions volontaristes et tranchées sur l'éolien et le solaire. »

« Orchestrer, informer sur les solutions de financement, de maintenance, négocier les prix avec les assureurs, produire un inventaire dynamique des sites potentiels, en cours et réalisés. »

« La Région constitue aujourd'hui le plus gros frein au développement d'ENR par ses lourdeurs administratives et ses services aux idées archaïques pro - nucléaires. La protection environnementale est primordiale mais ne vaut rien face à une catastrophe nucléaire. La transition énergétique est vitale ! »

6. Alimentation locale

a. Vous, concrètement, qu'êtes-vous prêt à faire pour contribuer à atteindre cet objectif ?

Trois items peuvent résumer les réponses à cette question : manger bio, consommer local, produits sains.

Le bio est la réponse donnée très majoritairement. Certains affinent leur réponse en précisant leur souhait de manger et acheter local, en favorisant les circuits courts et les filières de proximité. Les concepts des AMAP ou des produits en vrac alternent dans les réponses. Il faut valoriser les produits de terroir et de saisons précisent certains. Le soutien aux agriculteurs apparait dans quelques réponses.

Les répondants veillent à la qualité des produits consommés : sans pesticides, sans additifs, sans conservateurs, sans OGM, sans produits chimiques.

Certains parlent du gaspillage qu'il faut combattre, chez soi, mais aussi dans les cantines scolaires. D'autres souhaitent moins d'emballage.

Citations clés : « Manger frais et local, si possible bio ou en tout cas sans produit chimique (je me moque de l'appellation, car dans certains cas ça veut plus rien dire...) »

« Moins de déchets dans ma poubelle de déchets recyclables. »

« Manger sain et permettre aux agriculteurs de vivre convenablement. »

« - Manger sainement en donnant mon argent aux personnes qui le méritent et travaillent dur pour permettre un monde meilleur. »

- Ne pas participer au développement des grandes chaînes qui distribuent des produits de mauvaise qualité, énergivores (par le nombre de km parcouru) et issus de la surexploitation environnementale et humaine des pays en développement.

« Besoin de produits frais et sains, l'idéal serait qu'ils soient produits localement. »

« Je suis à un kilo de déchets par semaine pour deux personnes grâce au tri, au recyclage à la maison, aux achats sans emballages et boîte en fer. J'atteins l'objectif 0 déchets non recyclables certaines semaines dans l'année. Mon besoin est de continuer. »

« Rien de particulier, j'essaie d'être locavore »

b. Avez-vous des besoins ?

L'achat local et la fréquentation d'une AMAP reviennent dans de nombreuses réponses. Le bio est également une priorité pour une large majorité des répondants. Certains cultivent donc un potager, ont des poules ou participent à des groupements d'achats de consommateurs. Ils privilégient aussi les achats de saisons et les achats à la ferme.

Les personnes qui signalent y faire attention ne fréquentent pas les grandes surfaces et font attention au gaspillage. Certains disent avoir limité la viande. Le vrac est également privilégié, comme le commerce avec 0 emballage.

Beaucoup signalent être prêts à payer plus cher pour avoir des produits plus sains.

Citations clés : « Utilisation des producteurs locaux, dans tous les domaines, attentive au développement de l'agriculture biologique, sans pesticides, ni utilisation de produits antibiotiques.

Manger moins et plus sainement, sans excès pour réduire les déchets; Utilisation de poules pour les déchets. »

« Achat petits producteurs, biocoop, moins de viande,... Acheter un peu plus cher la qualité et l'éthique. »

« Je suis prêt à soutenir des producteurs locaux pour peu que la qualité soit là. Le coût des aliments peut alors être plus important puisque cela est justifié. Je suis prêt à refuser que mes impôts aillent pour soutenir des filières de production de mauvaise qualité et préférerais payer le juste prix d'une production locale de qualité. »

« Nous faisons un grand potager, nous consommons un maximum de produits locaux et issus de l'agriculture biologique. »

« Self récolte chez les producteurs. »

« 1) J'ai trouvé un jardin potager dans mon quartier et créé quelques caisses potagères dans ma petite cour.

2) J'achète prioritairement les fruits et légumes 2e choix que mon petit commerçant du coin vend à bas prix en sachets à part avant de devoir les jeter. (il y a toujours de quoi faire une soupe ou un mélange de fruits bien mûrs)

3) J'ai comme but de ne jeter aucun aliment. Je divise en parts et congèle

4) Je n'achète plus de viande (aussi en raison des atrocités que nous commettons sur des animaux pour en jeter ensuite 1/3 à la poubelle... non !)

Aller autant que possible vers l'autonomie alimentaire. »

« J'ai un jardin potager, des poules. Je vais au marché à la rencontre des producteurs locaux. »

c. Quelles solutions locales préconisez-vous ?

Comme pour la question précédente, consommer localement et bio arrivent en tête, avec très souvent répété, le souhait que les cantines (écoles, ou entreprises) s'approvisionnent en local et cuisine bio.

Les aides à l'agriculture bio pourraient diverses : financière, communication, facilité d'installation, mise en réseau. L'idée de favoriser et développer les marchés de producteurs locaux, et de mieux informer sur les offres ouvertes aux consommateurs revient souvent. Certains répondants proposent de taxer les produits venant de loin ou au contraire d'apporter une subvention aux produits locaux pour les mettre au même prix que les produits importés.

En parallèle, le « cultiver soi-même » se retrouve dans la demande de jardins familiaux, de jardins partagés ou de faire son potager. Mais certains parlent également de favoriser les fermes-cueillette. Quelques-uns demandent de limiter la construction de zones commerciales sur des terrains agricoles.

Pour rapprocher producteurs et consommateurs, beaucoup demandent la création ou le soutien des AMAP, le développement de coopératives de producteurs locaux ou l'incitation de développer des rayons produits locaux dans les grandes surfaces.

La question de l'information revient, tant sur les offres locales existantes, que sur les origines et le contenu des produits.

La volonté de lutter contre le gaspillage et de favoriser le recyclage s'accompagne de propositions : mettre des composteurs dans les cantines scolaires, distribuer des composteurs individuels et collectifs, créer des poulaillers communaux, supprimer les emballages, récupérer les produits à date de péremption courte pour les donner aux associations caritatives. Le problème des emballages est posé et pour y remédier certains proposent de faire payer le producteur, vendeur plutôt que le consommateur.

Pour beaucoup, la question de l'éducation des enfants est importante, les sensibiliser au gaspillage, développer les potagers dans les écoles et éduquer à cuisiner, pourrait faciliter à la prise de conscience. Tout comme fournir les cantines via des producteurs bio locaux, serait une autre façon de sensibiliser les enfants.

Citations clés : « Ne pas laisser la SAFER seule pour décider de allocation des terres, lancer un programme d'installation d'agriculteurs maraîchers bio.

Préserver les surfaces agricoles, ne pas subventionner les zones industrielles ou le développement de zones d'habitat tant que le potentiel en place n'est pas optimisé: Zones industrielles jugées sur densité d'emploi, surface imperméabilisées hors bâti minimales, parking collectif, locaux sociaux restauration mutualisés...

Créer une bourse de surfaces agricoles avec une prime à la conversion bio »

« Favoriser le plus possible l'alimentation de notre Région, encourager les gens à n'acheter que ce qu'ils ont besoin, favoriser le delotage des produits de grande consommation comme les yaourts, etc. créer des frigos urbains pour que les invendus ou restes ménagers soient redistribués aux personnes dans le besoin gratuitement, etc. »

« Créer des lieux d'Education à cuisiner, surtout dans les quartiers défavorisés. Développer les échanges interculturels pour permettre d'enrichir les stratégies de recyclage des restes alimentaires.

Créer des dynamiques pour utiliser les invendus des supermarchés.

Interdire l'ouverture de nouveaux supermarchés.

Stimuler l'ouverture de petits commerces. »

« Attention la proximité ne veut pas dire la qualité (ce n'est pas parce qu'un agriculteur est proche qu'il ne nourrit pas ses animaux à la farine animale ou n'utilise pas des OGM !!) »

« Mettre en place des systèmes de vente directe aux consomm'acteurs... Des petits producteurs aux consommateurs. »

d. Pensez-vous que la Région a un rôle à jouer ?

Sur 634 répondants : 425 oui et 61 non

e. Si oui lequel ?

En plus de son rôle de meneur, la Région est attendue sur ce sujet pour montrer l'exemple. Les répondants attendent d'elle qu'elle favorise le bio et la production locale dans les marchés d'alimentation qu'elle gère, dans les cantines, avec une obligation pour certains répondants. En lien avec son action auprès des lycées, mais aussi des écoles et des administrations, mettre en place un plan déchets qui sensibilise au gaspillage.

Plus largement, le nombre de réponses portant sur le rôle de communication et d'information de la Région est important. Il s'agit autant d'éduquer et de sensibiliser les personnes, enfants comme adultes, que de permettre la diffusion d'une information, type site internet regroupant les producteurs locaux, les AMAP, où trouver des marchés locaux, et faire la promotion des produits du terroir.

Beaucoup demandent que les agriculteurs bio soient aidés, en facilitant, par exemple, l'accès aux fonciers pour des projets respectueux de l'environnement, en assurant plus de formation, en défiscalisant les productions bio, en établissant un bonus (bio)/malus (pesticides), en développant la vente à la ferme. La Région devrait tendre vers l'autarcie alimentaire en favorisant les circuits courts.

Concernant le commerce, la demande est forte d'agir sur les dates de péremption, strictes pour les uns, limitatives pour les autres, et d'indiquer les dates de consommation réelles.

Au niveau des particuliers, des encouragements à fréquenter les marchés plutôt que les grandes surfaces sont proposés. Des ateliers d'informations pourraient être mis en place pour apprendre la permaculture, la culture d'un potager. L'idée de frigo participatif est soumise.

Et pour intégrer la nature dans la ville, outre les jardins partagés, un répondant suggère de planter des arbres fruitiers à la place des platanes.

Citations clés : « Là encore, une grande action de communication serait souhaitable, car l'on s'attaque à des moteurs de la consommation : grande distribution, publicité... qui manipulent nos ressorts intimes : quête du bonheur, peur de manquer... »

« En discutant avec les syndicats agricoles et les coopératives pour appuyer l'importance de stopper les produits phytosanitaires. En aidant et soutenant financièrement et politiquement les structures d'éducation à l'environnement et de conseils aux agriculteurs qui font un travail de fond sur l'alimentation responsable et le changement des pratiques agricoles. »

« Attribution d'aides financières aux collectivités locales mettant en place des circuits courts pour la restauration collective. »

« Communiquer et demander aux organisations professionnelles d'organiser les filières de production et de distribution en circuits courts. Les professionnels doivent cesser d'être une bande de joyeux concurrents, pour devenir une bande de joyeux partenaires. »

« Mise en place d'atelier cuisine type "manger mieux pour moins cher". »

« Sommes nombreux à être désolés de voir nos agriculteurs continuer de traiter fruits, céréales et légumes avec des masques et combinaisons. Il faut agir sur les Chambres d'agriculture et les lycées agricoles contre les pesticides et trouver des techniques douces. »

« Eviter de bétonner les terres cultivables et ne pas y autoriser des permis de construire. »

« Commande publique de produits locaux pour les restaurations et tenir compte des produits de saison. »

7. Souhaitez-vous ajouter une contribution, un avis, un commentaire sur la transition énergétique en Bourgogne-Franche-Comté ?

Assez peu de commentaire dans cette rubrique, 268 réponses sur 634 répondants. Quelques commentaires apprécient la démarche, et félicitent pour cette participation citoyenne.

Beaucoup signalent l'urgence et la priorité à donner à cette transition énergétique, mais certains soulignent l'importance d'être ambitieux.

Les différents sujets abordés ne sont pas tous repris, les répondants reviennent sur certains : isolation, panneaux photovoltaïques, pistes cyclables, transports, tri des déchets, alimentation, récupération d'eau. L'eau est rappelée être un bien commun dont il faut faire attention.

Le sujet qui reste le plus polémique, et le plus cité, c'est l'énergie éolienne. Très critiquées par certains, les éoliennes sont aussi très attendues par d'autres. Une inquiétude est rapportée sur l'état de la ressource en eau, qui souffrirait de pollution.

La Région est attendue pour la qualité de ses projets, mais encore et surtout pour son rôle de promoteur et meneur dans la transition énergétique. Dans cette fonction, elle devra informer, sensibiliser sans faire culpabiliser, et développer la pédagogie sur l'environnement.

Citations clés : « Je suis pressée de pouvoir vivre cette transition, j'attends d'y être un peu plus accompagnée, car quand je regarde autour de moi, il n'y a que pub, consommation. »

« Il faut créer des outils de financement "positifs" donc des incitations directes et indirectes (encourager les initiatives), au lieu de toujours raisonner de façon négative (taxes et règlements). »

« Ça m'a quand même l'air d'avancer pas mal, le seul moyen d'être suivi c'est de courir devant. »

« Je suis fier de voir que la transition énergétique fait partie intégrante du plan d'action régional au même titre que l'emploi et la culture. La Région doit continuer à promouvoir la transition énergétique sur le territoire et ce dans tous les secteurs identifiés dans ce questionnaire. La Région doit réussir son pari de devenir une Région à énergie positive. »

« La Région doit se donner les moyens d'une politique en faveur de l'environnement très forte. Prendre le problème à la source c'est à dire sur la grande distribution. Mais aussi par des aides très ciblées et conséquentes inciter une agriculture bio sur la Région. Et lutter contre les effets dévastateurs de la PAC conduite par la FNSEA. Les petits producteurs bios doivent être davantage soutenus. »

« Il est important que la Région donne priorité à l'éducation à l'environnement dans toutes ces thématiques, notamment en soutenant les collectivités qui développent de tes programmes. »

« Oui, elle est urgente, et peut constituer la véritable colonne vertébrale du plan de mandat... je vous souhaite pleine réussite, car j'aimerais que ma Région se distingue au plan national voire international... C'est MAINTENANT !! »

8. **Connaissez-vous parmi votre entourage, des particuliers, des entreprises, des associations qui contribuent à développer une économie basée sur l'économie des ressources énergétiques et naturelles, la préservation de l'environnement, la mobilisation de ressources locales.**

Nom

Prénom

Tél

Mail

Sur 265 personnes ayant répondu : 179 propositions d'entreprises et 86 particuliers cités.
Voir liste

Quelques mots sur son action, son initiative... :